MEDECINS SANS FRONTIERES

SOCS
MSF SPEAKING OUT CASE STUDIES

ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

# SOMALIE 1991-1993 : GUERRE CIVILE, ALERTE À LA FAMINE, ET INTERVENTION « MILITARO-HUMANITAIRE » DE L'ONU

LAURENCE BINET

## RÉSUMÉ



Le résumé décrit le contexte ainsi que la forme et la teneur [DS2.1]des prises de parole publiques de MSF et les principaux dilemmes auxquels elles essayaient de répondre.

Il s'inscrit dans le cadre d'une publication plus détaillée qui reconstitue les événements à partir d'extraits de documents issus des archives de MSF ou de la couverture médiatique de l'époque, ainsi que d'entretiens avec le personnel de MSF.

Vous pouvez télécharger la publication complète sur notre site :
https://www.msf.org/fr/speakingout/etudes-de-cas-sur-les-prises-de-parole-publiques-de-msf

**Les études de cas sur les prises de parole publiques (Speaking Out Case Studies - SOCS) de MSF sont développées sous la responsabilité de MSF International. L'ensemble des études est disponible en accès libre, en anglais et en français.**

# RÉSUMÉ

En décembre 1990, l'état d'urgence est instauré en Somalie, pays de l'est de l'Afrique dévasté par une guerre civile qui oppose les forces du président Mohamed Siad Barré, au pouvoir depuis plus de vingt ans, à plusieurs mouvements d'opposition armée qui ont peu à peu gagné l'ensemble du pays. En janvier 1991, Siad Barré est renversé et prend la fuite. En août, la guerre civile reprend entre les partisans d'Ali Mahdi Mohamed, président par intérim, et le général Mohamed Farah Aïdid, chef des forces armées.[1]

La Somalie est également ravagée par une sécheresse qui sévit dans toute la Corne de l'Afrique. Une famine s'installe qui fera des centaines de milliers de victimes avant que l'aide internationale ne commence à être déployée, en août 1992.

L'insécurité amène à une intervention armée de forces de l'ONU (ONUSOM I) qui vise à protéger les convois d'aide et les travailleurs humanitaires des pillards. Les premières troupes, déployées en septembre et octobre 1992, sont rapidement remplacées par une force internationale sous commandement états-unien (UNITAF) qui débarque en Somalie en décembre 1992 et sera elle-même remplacée en mars 1993 par des troupes onusiennes (ONUSOM II).

Cette intervention est entachée d'une succession d'incidents et de dérives violentes commis par les troupes internationales « de maintien de la paix » dans les différentes régions de Somalie où elles sont déployées.

En juin 1993, après une attaque contre des Casques bleus pakistanais, une chasse à l'homme est lancée contre le général Aïdid. Dans les mois qui suivent, l'escalade s'enclenche : des bâtiments abritant des proches d'Aïdid ou des humanitaires sont bombardés, des civils sont tués par des forces de l'ONU, des soldats onusiens humiliés, maltraités ou tués.

Dans la nuit du 17 au 18 juin 1993, la base de l'organisation Action internationale contre la faim (AICF), où se trouvent également une équipe MSF ainsi que plusieurs journalistes, est bombardée. Un employé est tué et de nombreux autres sont blessés.

En octobre 1993, les forces onusiennes, appuyées par des commandos états-uniens, lancent contre les forces du général Aïdid à Mogadiscio une attaque qui vire au fiasco, causant de nombreux morts parmi les civils et les soldats de l'ONU.

Après avoir vu leur mandat renouvelé plusieurs fois sans jamais maîtriser une situation qui n'aura cessé de se dégrader, les troupes de l'ONUSOM II quitteront définitivement la Somalie à partir de mars 1995.

1. Pour les noms somalis, autant que possible, ce rapport utilise l'orthographe française ou l'orthographe somalie. Cependant, ces orthographes ont subi des évolutions et les variations présentes dans les documents historiques ont été retenues dans les extraits des sources.

**QUE FAIT ET VOIT MSF ?**

En décembre 1990, l'ensemble du personnel des Nations unies et des organisations humanitaires quitte la Somalie et la capitale, Mogadiscio ravagée par les combats.

En janvier 1991, par le truchement du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), MSF répond à une demande de secours médicaux lancée par les rebelles et envoie à Mogadiscio des équipes composées de membres du personnel international des diverses sections. Dans les semaines qui suivent, MSF reste la seule organisation humanitaire médicale à porter secours aux Somaliens en menant notamment des programmes chirurgicaux dans les hôpitaux de Mogadiscio dont les infrastructures ont été détruites. Courant 1991, un programme de chirurgie réparatrice vient compléter ce dispositif.

Confrontée à une insécurité croissante, l'organisation en vient à employer des gardes armés qu'elle rémunère. Ces gardes sont recrutés par un homme d'affaires proche du général Aïdid et de son clan.

Dans ce contexte de guerre, de sécheresse et de déplacements de populations, une famine est très probable, mais l'insécurité générale empêche toute évaluation en dehors de Mogadiscio. Ce n'est qu'en mars 1992 qu'une équipe d'épidémiologistes d'Épicentre [satellite de MSF dédié à l'épidémiologie], réalise une enquête dans la région de Merka. Les résultats décrivent une situation nutritionnelle catastrophique.

À partir de juin 1992, les sections opérationnelles de MSF ouvrent progressivement des programmes de nutrition thérapeutique dans les régions de Somalie les plus affectées, se concentrant sur les patients les plus atteints et laissant la distribution massive d'aide alimentaire au CICR et au Croissant-Rouge somalien.

En mars 1993, la section française de MSF décide de se retirer de Somalie, considérant que l'urgence est passée et que rester reviendrait à cautionner les dérives onusiennes tout en mettant en danger la vie de ses équipes. Les programmes sont fermés fin mai, mais une équipe sera toutefois renvoyée à deux reprises, en juin et en octobre 1993, lorsque les combats reprendront intensivement à Mogadiscio.

Fin avril 1993, la section hollandaise cesse ses activités à Baïdoa après une série d'incidents de sécurité, dont une attaque contre son équipe menée par ses propres gardes armés.

La section belge maintient ses programmes à Kismayo.

**QUE DIT MSF ?**

Début 1991, alors que toutes les caméras sont tournées vers la guerre du Golfe qui oppose une coalition d'États occidentaux à l'Irak de Saddam Hussein, MSF s'efforce de mettre en lumière la guerre civile qui ravage la Somalie et ses conséquences humanitaires. Le premier mois de l'intervention, des communiqués de presse détaillés sont publiés chaque jour tandis que MSF, seule organisation étrangère présente en Somalie, s'impose comme l'une des rares et souvent l'unique source d'information des médias sur les événements qui s'y déroulent.

L'étude épidémiologique dans la région de Merka commandée par MSF à Épicentre en mars 1992 et rendue publique en mai, lors d'une conférence de presse, a pour objectif principal de démontrer par des chiffres de mortalité la gravité d'une famine sur laquelle l'organisation n'a aucun doute et envisage d'intervenir.

Dans les semaines et mois qui suivent, les activités de communication, de plaidoyer et de relations publiques sont renforcées pour porter et maintenir l'attention sur ce sujet. L'organisation en appelle aux pays donateurs et aux Nations unies pour des livraisons massives d'aide alimentaire. Lorsque l'aide internationale déferle enfin sur la Somalie, les bases de MSF deviennent des lieux d'accueil de toute la presse internationale.

En septembre 1992, à l'annonce de l'envoi de Casques bleus pour protéger les convois humanitaires, les responsables de MSF France et MSF Hollande expriment publiquement leurs doutes concernant la pertinence et l'efficacité de cette action sur la sécurité des opérations humanitaires en Somalie. Ils redoutent au contraire un accroissement des dangers et des tensions, qu'ils suggèrent de limiter en augmentant massivement l'aide.

De leur côté, les responsables de MSF Belgique rédigent un communiqué de presse en faveur de l'intervention, qui ne sera finalement pas diffusé.

MSF assiste alors à la diffusion par certains responsables onusiens, repris par les médias, d'extrapolations à l'ensemble de la population somalienne des résultats de l'enquête de mortalité menée sur la seule population déplacée de Merka. Conjuguées à des exagérations sur l'ampleur des détournements de l'aide, ces distorsions de la réalité participent à justifier l'intervention militaro-humanitaire.

En octobre 1992, MSF soutient publiquement Mohamed Sahnoun, le représentant spécial des Nations unies en Somalie, partisan des efforts diplomatiques plutôt que de l'action militaire, contraint de démissionner pour avoir critiqué le manque d'efficacité des opérations humanitaires de l'ONU en Somalie.

Fin novembre, les responsables de la section française de MSF décident de ne pas se positionner publiquement sur le déploiement de la force multinationale sous commandement états-unien. Cependant, diverses interventions de son président dans la presse indiquent plutôt une opposition à une opération désormais qualifiée de « militaro-humanitaire » par ceux qui la questionnent.

De leur côté, les responsables de la section belge s'y déclarent favorables tout en considérant qu'elle présente des risques pour les humanitaires.

En décembre 1992, les équipes de MSF Hollande et MSF Belgique à Baïdoa et Kismayo dénoncent à la presse l'arrivée tardive des troupes multinationales dans ces villes mises à feu et à sang par les pillards qui ont fui la capitale avant leur déploiement.

MSF Belgique demande aux autorités belges et à leurs représentants aux États-Unis et au Kenya quelles sont les intentions opérationnelles des troupes onusiennes.

En mai 1993, MSF Belgique remet aux autorités belges un rapport révélant les dérapages et abus commis par les parachutistes belges basés à Kismayo, auxquels ses équipes

ont assisté. En août 1993, l'organisation confirme ces faits aux médias belges qui, entretemps, ont publié l'affaire.

En juin 1993, MSF dénonce publiquement l'usage excessif de la force par les troupes de l'ONUSOM et les meurtres de civils à Mogadiscio.

En juillet, elle dénonce le bombardement par les forces de l'ONU de la base d'AICF, où se trouvait le personnel MSF.

En août, elle introduit un recours « pour violation du droit humanitaire en Somalie dans le cadre des opérations de l'ONUSOM » auprès du Conseil de sécurité des Nations unies, du haut commandement militaire et des commandants des contingents nationaux de l'ONU en Somalie. S'il fait l'objet d'une fin de non-recevoir de la part des organes onusiens, ce recours suscitera à terme une réflexion interne et une réforme des règles d'engagement des forces de maintien de la paix.

En septembre 1993, le président de la section française publie un texte sous le titre *Le Crime humanitaire - Somalie* qui critique les dérives de l'intervention internationale. Dans les mois qui suivent, MSF France justifie son retrait en dénonçant les pratiques des troupes de l'ONUSOM.

**DILEMMES ET QUESTIONNEMENTS**

**Pendant toute cette crise, les dilemmes posés par les opérations et les prises de parole publiques de MSF ont suscité des questionnements au sein de l'organisation :**

- Seule source d'information sur le terrain, jusqu'où pouvait aller MSF dans la divulgation d'informations aux médias, sans porter atteinte à sa neutralité en favorisant une partie au combat ou une autre ?

- Dans un contexte d'insécurité majeure, qui rendait toute activité de secours très risquée, MSF devait-elle employer des gardes armés, au risque de participer à renforcer le climat de violence ? Devait-on se satisfaire d'employer des gardes armés liés à une seule partie au conflit, au risque de nuire à l'image de neutralité de l'association et mettre ainsi ses équipes potentiellement en danger ?

- Après avoir appelé à une action de la communauté internationale, que pouvait faire et dire MSF lorsque cette action a pris la forme d'une intervention militaire destinée à protéger les convois d'aide humanitaire, mais qui risquait d'accroître l'insécurité ? Devait-on remettre en cause cette intervention alors que la population secourue elle-même la plébiscitait ?

- De même, comment devait réagir MSF lorsque les résultats de son enquête de mortalité limitée aux déplacés de la région de Merka ont été extrapolés à l'ensemble de la Somalie par certains responsables onusiens repris par les médias ?

- L'urgence passée, MSF devait-elle maintenir des programmes permettant d'intervenir rapidement si la situation se dégradait de nouveau, au risque de mettre en danger les équipes et de cautionner les dérives d'une intervention militaro-humanitaire internationale ?

*Pour citer ce contenu :*
Laurence Binet, « Somalie 1991-1993 : guerre civile, alerte à la famine et intervention "militaro-humanitaire" de l'ONU », octobre 2013, URL : https://www.msf.org/fr/speakingout/somalie-1991-1993-guerre-civile-alerte-%C3%A0-la-famine-et-intervention-%E2%80%9Cmilitaro

Merci pour votre lecture.

Si vous souhaitez en savoir plus sur ces événements, nous vous invitons à consulter le site du projet SOCS, où vous trouverez

- l'étude complète ;
- des cartes indiquant les lieux où MSF est intervenu ;
- une chronologie détaillée ;
- des vidéos de MSF et des extraits de documents de l'époque.

Certaines études ont également été adaptées sous forme de podcasts et font l'objet de cours en ligne.

Retrouvez l'ensemble des études de cas sur
les prises de parole publiques de MSF ici :
https://www.msf.org/fr/speakingout/etudes-de-cas-sur-les-prises-de-parole-publiques-de-msf